

Industries Mécaniques : le bilan 2010

La FIM (Fédération des Industries Mécaniques) dressait il y a quelques jours le bilan de son secteur pour l'année 2010. Résultat, la France rebondit, notamment grâce à ses exportations.

Le chiffre d'affaires augmente

Globalement, le bilan des Industries Mécaniques sur la période 2010 est positif. Le chiffre d'affaires est en hausse de 3,9 % à 101,2 milliards d'euros (9 mois réels et 4^e trimestre estimé). Un volume d'affaires qui équivaut à celui réalisé en 2006. La mécanique française est aujourd'hui au sixième rang mondial derrière les États-Unis, l'Allemagne, la Chine, le Japon et l'Italie.

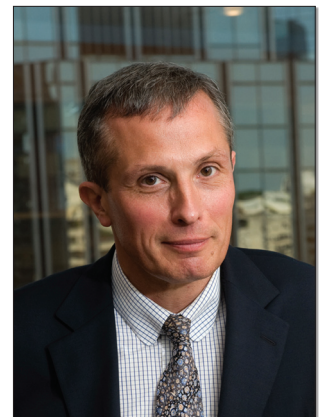
Si le marché intérieur s'est très faiblement réveillé au 2^e semestre, l'export (hors zone euro notamment) a permis aux entreprises mécaniciennes de

progresser de 9,4 % à 41,2 milliards d'euros par rapport à 2009. La France est en effet plus performante sur ce plan que la moyenne européenne. Principal client et en même temps principal concurrent : l'Allemagne. Le tissu industriel français est en effet structuré comme le fournisseur et sous-traitant de l'industrie d'outre-Rhin.

Logiquement, ce sont les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, du ferroviaire et du nucléaire qui tirent vers le haut les autres domaines. La transformation des métaux a enregistré un rebond important en 2010 notamment dû à la bonne tenue du marché automobile

qui a profité de différents systèmes de primes au niveau européen (+5,2 %).

Reste deux points noirs, l'emploi et les investissements. Si le chiffre d'affaires du secteur progresse régulièrement depuis dix ans, mis à part la crise fin



Jérôme Frantz, président de la FIM

2008, l'emploi a baissé de 4,8 % en 2010. Et cette dégradation est régulière depuis dix ans avec - 14,2 % sur cette même période. Pour Jérôme Frantz, président de la FIM « l'une des principales causes de ce phénomène est la compétition mondiale et la différence des coûts du travail. Sous la pression, les entreprises réduisent leurs effectifs et du coup perdent en compétences. Nous attendons cependant un redémarrage de l'emploi au



Les pistes à suivre

La FIM propose d'agir sur plusieurs leviers pour relancer l'activité. Elle appelle les pouvoirs publics à prendre des mesures fortes selon différents axes :

- modifier la répartition des charges des entreprises,
- simplifier l'administratif qui, malgré toutes les promesses, reste affreusement lourd,
- diminuer le coût d'accès à l'énergie, qui, s'il poursuit sa croissance pourrait coûter 90 000 emplois dans l'année qui vient !
- soutenir les investissements,
- supprimer l'ISF qui pénalise les dirigeants de PME et donc les fonds propres des entreprises,
- mettre en place des dispositifs pour drainer l'épargne salariale vers des projets industriels,
- réorganiser l'industrie autour de projets tirés par les grands donneurs d'ordres, têtes de file des grandes filières industrielles. Et donner les moyens aux PME et TPE de suivre ces projets dans les pays qui seront et feront l'économie de demain, pour finalement « chasser en meute » sur le terrain mondial.
- encourager l'innovation en la protégeant d'une manière la plus simple possible.

début de cette année. » Signalons également que l'industrie mécanique reste le premier fournisseur d'emploi industriel avec 620 000 salariés (qui représentent environ 20 % de l'emploi industriel).

Mais l'emploi et les investissements baissent

Par ailleurs, l'investissement baisse de 2 % en 2010 faisant suite à une année 2009 historiquement basse (- 25 %). Un tel retrait n'a jamais été enregistré même lors de la crise de 1973. D'une part les capacités de production des usines françaises sont supérieures à la demande, d'autre part l'industrie automobile déstocke, ce qui ralentit, voire bloque les investissements productifs. Mais le niveau des



L'industrie mécanique repart, mais pas l'emploi.

carnets de commandes, le renouvellement des équipements, les contraintes réglementaires et la décision de certains secteurs d'activité de se moderniser pour rester compétitifs devraient se traduire par un redémarrage en 2011.

Pour la FIM, l'industrie mécanique française reste pénalisée par plusieurs handicaps :

- la hausse des prix des matières premières, voire la rareté de certaines d'entre elles comme le plomb ou le zinc,
- la hausse des coûts du pétrole, de l'électricité et du gaz, alors que les entreprises ont fait des progrès importants sur leur consommation d'énergie. Cette évolution pénalise les exportations notamment extra-européennes,

- les 35 heures qui ont fortement impacté les industries de main d'œuvre,
- la parité monétaire vis-à-vis du dollar, monnaie de référence pour de nombreux concurrents à la France,
- enfin, la perte de savoir-faire associée à une désaffection massive des jeunes pour le secteur industriel. ■